

Les femmes dans les luttes et les mouvements sociaux

mercredi 22 août 2007, par [TRAT Josette](#) (Date de rédaction antérieure : 1998).

Une question a été posée : « Est-ce qu'il faut séparer lutte de classes et lutte de sexes ? ». Les femmes ne peuvent pas se dédoubler : elles sont à la fois exploitées comme salariées et opprimées en tant que femmes, dans leur vie quotidienne et sur les lieux de travail. Les manifestations de cette oppression multiple peuvent se traduire diversement : injures sexistes, inégalités de salaires, dévalorisation des compétences féminines, harcèlement sexuel, etc. Quand les femmes luttent pour leur dignité ou le droit à la parole, elles se situent à la fois sur le terrain de la lutte des classes et sur celui de la lutte contre l'oppression sexiste, même si elles-mêmes n'en ont pas toujours conscience.

Pour poursuivre des recherches sur les luttes des femmes, on n'a pas d'instruments statistiques. Les statistiques ne sont pas sexuées. On n'a pas d'éléments objectifs pour évaluer la participation respective des femmes et des hommes aux différentes luttes. De ce point de vue, les organisations syndicales ont un rôle irremplaçable : elles sont aux premières loges pour observer et analyser la présence des femmes dans les conflits sociaux, sous forme majoritaire ou minoritaire. Mais encore faut-il qu'elles aient cette préoccupation, ce qui n'est pas toujours le cas ...

Dans ma brève intervention, il ne s'agit pas de m'interroger pour savoir si les femmes luttent ou non. Comme l'ont prouvé les interventions précédentes, les femmes mènent de nombreuses luttes, et souvent avec une très grande détermination, en dépit des charges familiales qui pèsent sur elles.

Je voudrais plutôt réfléchir à partir du constat suivant : il y a aujourd'hui un décalage considérable entre, d'une part la place des femmes dans le salariat dans les luttes et les mouvement sociaux et, d'autre part, leur faible représentation dans les instances de décision du mouvement syndical et plus largement dans l'ensemble des mouvements sociaux [1]. De plus, la parole collective des femmes passe le plus souvent à la trappe. Pour tenter d'avancer dans notre réflexion, je vais revenir sur trois questions : la première porte sur les caractéristiques de l'oppression, la deuxième concerne le bilan des luttes des femmes depuis trente ans, la troisième l'analyse du décalage entre la place des femmes dans le salariat et dans le mouvement social.

Les caractéristiques de l'oppression

L'oppression et l'exploitation subies quotidiennement se traduisent de plusieurs façons. D'abord, par le fait d'être transformé en objet, en une machine qui n'est bonne qu'à travailler au maximum. Ensuite par celui d'être réduit(e) à l'anonymat, à un individu sans nom, sans identité personnelle, à un numéro ; d'être enfermé(e) enfin dans une catégorie stigmatisée ; on est une Femme comme on est un Noir, un Arabe, un Juif ou un(e) homosexuel(le). On verra qu'un des objectifs des luttes, c'est d'établir un rapport de forces pour retrouver sa dignité mais aussi d'avoir la possibilité, en tant qu'individu, de retrouver son identité personnelle dans toutes ses dimensions. Chaque individu a une identité singulière et multiple qui ne peut se résumer à l'appartenance à une catégorie, quelle qu'elle soit. On n'est pas seulement une femme ou un homme, un(e) noir(e), une lesbienne ou un

gay, une salariée ou une chômeuse, mais des personnes à part entière avec des parcours socio-culturels diversifiés. C'est cette identité complexe (et évolutive) qui est déniée aux opprimé-e-s.

Des manières de remettre en cause l'oppression

La lutte, c'est la possibilité, par l'instauration d'un rapport de forces et l'action collective, de trouver le droit à la parole qui permet de revendiquer d'autres droits. Au cours de l'histoire, les femmes ont revendiqué de multiples droits : le droit de vote, le droit au travail, le droit à l'avortement, à la contraception, le droit à la dignité etc. La magie de la lutte, c'est précisément de transformer ce qui est vécu dans l'isolement, comme un destin, en une histoire collective. La réalité sociale n'est plus alors appréciée comme une donnée éternelle mais comme l'expression de rapports de forces susceptibles d'être modifiés sous l'influence de l'action individuelle et collective.

Avant d'aborder le bilan des luttes, je voudrais rappeler brièvement les différentes voies qui s'offrent aux femmes, comme aux autres opprimés, pour remettre en cause leur oppression.

La première est celle de **l'assimilation** : il s'agit alors de s'intégrer au groupe dominant en essayant de faire oublier qu'on appartient à un groupe social discriminé. C'est le choix de la promotion individuelle qui permet parfois d'accéder aux privilèges des hommes, des blancs, des hétéros, etc. Mais cette promotion se fait le plus souvent au prix d'un reniement d'une partie de son identité. Ce n'est donc pas une voie pour l'émancipation mais plutôt une impasse.

La deuxième est celle de **l'enfermement** dans une lutte exclusivement identitaire pour faire reconnaître sa « différence ». Face aux difficultés d'obtenir l'égalité, les opprimé(e)s empruntent souvent ce chemin pour sortir de l'humiliation quotidienne. Face au mépris des dominants, les noir(e)s, les femmes valorisent leurs « qualités », voire leur « supériorité ». Mais cette valorisation de la « différence » risque fort, elle aussi, de sombrer dans une impasse, celle de l'essentialisme. On parle alors de la « nature » féminine opposée à celle des hommes, comme s'il était possible de la définir autrement que par des stéréotypes réducteurs.

A vouloir faire reconnaître « sa différence », on en arrive assez facilement à enfermer les opprimé(e)s dans de nouvelles normes auxquelles ils/elles sont invité(e)s à se conformer. C'est oublier qu'il n'y a pas un seul modèle de femmes. En ce sens, l'enjeu des luttes de femmes, ce n'est pas selon moi, de faire reconnaître leur « différence » mais plutôt les inégalités dont elles sont victimes. Et ceci afin d'obtenir des mesures positives dans différents domaines (ouverture de nouvelles crèches, réévaluation des salaires dans les branches les plus féminisées, par exemple) mesures destinées à compenser les discriminations historiques et à gagner de nouveaux espaces de liberté permettant aux femmes d'assumer l'ensemble des potentialités qui sont les leurs en tant qu'être humain, au lieu d'être enfermées dans leur fonction procréatrice. Cette troisième voie, c'est celle qui essaie de combiner la lutte pour des droits collectifs pour les opprimé(e)s à une lutte universelle pour l'égalité entre tous les individus quel que soit leur sexe ou plutôt leur « genre », c'est-à-dire leur sexe psycho-social, comme résultat de leur éducation et des rapports sociaux.

Bilan des luttes de femmes depuis trois ans

Voyons maintenant, en analysant différents types de luttes, quels sont les apports des luttes de femmes, mais aussi les difficultés que ces dernières peuvent rencontrer.

Les luttes féministes des années soixante-dix ont permis d'obtenir de nouveaux droits : sur l'avortement, contre les violences sexuelles... ; elles ont posé le problème de la place des femmes dans la famille et surtout, elles ont permis de bouleverser notre perception d'être femme. Il y a plus de trente ans, de nombreuses femmes vivaient comme une source de malaise le fait d'avoir un corps de femme. De plus, quand on était une femme, l'avenir était tout tracé : une fois mariée, une femme

devait se dévouer exclusivement à son mari et ses enfants. L'accès des femmes à une scolarisation plus poussée, le développement du salariat féminin et celui des luttes féministes, ont développé de nouvelles aspirations parmi les jeunes femmes.

Des luttes sur le terrain professionnel ont eu lieu ces dernières années (fin des années 80, début des années 90) dans des professions très majoritairement féminines comme celle des infirmières, des assistantes sociales, ou celle des institutrices et de bien d'autres. Tous ces secteurs sont nés historiquement de l'action bénévole des femmes, faisant appel à leur « vocation » et à leur sens du « dévouement » et se sont professionnalisés par la suite. Jusqu'à tout récemment, persistait l'idée que les femmes, dans ce type de métiers, peuvent satisfaire leur sens « inné » du dévouement et exercer ainsi leurs qualités toutes « féminines ». Parler de « qualités » comme si elles étaient le prolongement naturel de leur identité de femmes et non de compétences professionnelles résultat d'un apprentissage, c'est justifier les bas salaires féminins. Or, les infirmières ou les assistantes sociales se sont mises en grève et ont déclaré : nous avons des compétences professionnelles, elles doivent être reconnues, c'est pourquoi nous demandons une augmentation de salaire significative ; ceci était très important car elles contestaient ainsi l'idée de vocation et de salaire d'appoint. Par ailleurs, ces luttes se sont organisées au niveau national, à travers des coordinations qui étaient élues démocratiquement sur la base des lieux de travail et ont été animées nationalement par des femmes. C'était une première. Quand les infirmières sont entrées en lutte en créant leur coordination, elles ont été dénoncées comme anti-syndicalistes par la direction confédérale de la CFDT ; les dirigeants syndicaux leur ont reproché leur corporatisme. C'était passer à côté de luttes qui avaient un enjeu majeur.

La revendication de parité, que l'on soit d'accord ou non avec la demande d'inscription de la parité dans la Constitution, a sensibilisé l'opinion publique à l'idée selon laquelle les hommes exerçaient un monopole inacceptable sur la vie politique. Ceci témoigne de l'aspiration des femmes à être partie prenante de la vie politique au sens large du terme, à tous les niveaux.

Les luttes et les mouvements sociaux mixtes : les femmes y sont totalement présentes comme actrices, mais il ne va de soi pour elles d'y participer comme sujets avec une parole collective. Je vais donner deux exemples : le mouvement de nov-déc.95 et le mouvement des chômeurs.

Le mouvement social de novembre/décembre 1995 fut le résultat de trois mobilisations : celles des étudiant(e)s, celle en faveur des droits des femmes le 25 novembre et celle des salarié(e)s du secteur public. Toutes ces mobilisations ont ensuite débouché sur la grève et, plus directement, sur celle des cheminots, de la RATP et des transports locaux. Au cours de ce mouvement, la presse a parlé des femmes mais peu de leurs problèmes professionnels, dans la Fonction publique par exemple. Ce mouvement social a pourtant été marqué autant par la grève des cheminots que par les grèves dans d'autres secteurs de la F.P comme l'Éducation Nationale par exemple où les femmes ont joué un rôle majeur. Pour la presse, ce n'est plus un mouvement social avec toute sa diversité, cela se transforme quasiment en mouvement des cheminots... Il ne s'agit pas de nier le rôle décisif qu'ils ont joué en bloquant les trains. Mais à mettre l'accent sur cette tendance tellement spontanée (dans la presse, chez bon nombre de sociologues, ou de responsables syndicaux et politiques), à braquer les projecteurs sur les seuls acteurs conformes à l'image traditionnelle de la classe ouvrière, on néglige, dans la foulée, ces nouvelles actrices des luttes sociales que sont les salariées du tertiaire et les questions dont elles peuvent être porteuses.

Le mouvement des chômeurs : parmi les chômeurs, il y a beaucoup de chômeuses ; dans les occupations, les femmes ont été très présentes. Or, cette dimension a été évoquée de manière très marginale. Néanmoins, depuis 1995, certaines femmes sont apparues dans les médias comme des animatrices très importantes du mouvement social, notamment dans le mouvement de luttes contre le chômage. Ainsi, Claire Villiers d'AC ! a fait la une et a eu des portraits dans différents journaux,

encore aujourd'hui dans « La Tribune ». Dans « Libé » du 9/1/98 où sont présentés les différents animateurs des associations de lutte contre le chômage ou des Sans logis, on lisait, pour Claire : « ...Elle a tout d'une bonne-sœur laïque, discrète et dévouée ». Dans le « Canard enchaîné » du 14 janvier 1998, une présentation des deux leaders du mouvement A.C ! décrivait Christophe Aguitton comme « le trotsko Aguitton » et Claire comme « la catho Claire Villiers ». Aguitton, c'est qui ? : « un homme de 44 ans, aguerri, qui possède aujourd'hui un redoutable sens politique ». Par contre, Claire Villiers, c'est « cette permanente de la CFDT aux jupes trop larges (aucun journaliste ne commente la largeur des pantalons d'Aguitton), et à la générosité trop évidente... ». On pourrait sourire de ces commentaires mais ce serait une erreur. En effet, ils sont le reflet d'une vision bien traditionnelle selon laquelle les femmes ne peuvent pas faire de politique en raison d'un choix conscient mais seulement par sens du dévouement et esprit de charité. Ces appréciations correspondent également à une forme de paternalisme qui prétend définir ce qui est légitime ou non pour les femmes : les femmes qui prennent des responsabilités dans la vie publique, à égalité avec les hommes, sont ridiculisées. C'est une manière de leur contester l'accès à la vie publique. Cela, il faut le dénoncer explicitement.

Ne pas parler des femmes chômeuses dans ce mouvement, avait une autre conséquence : cela masquait une réalité sociale internationale : la féminisation de la pauvreté.

La place des femmes dans les mouvements mixtes

Revenons maintenant sur quelques éléments d'explication sur la place des femmes dans les mouvements mixtes. Essayons de comprendre pourquoi les femmes ont tellement de mal à s'affirmer, à la fois comme dirigeantes d'un mouvement mixte et comme porte-parole des femmes.

La nécessité de l'unité : c'est un argument souvent avancé. Il est indéniable que, lorsqu'on lutte contre un employeur et contre le gouvernement, l'unité est indispensable. Ce souci de l'unité n'a donc rien d'étonnant mais il peut devenir pernicieux quand cette préoccupation légitime est présentée comme contradictoire avec le fait précisément de parler de la situation des femmes. Cette tradition remonte à l'histoire du mouvement ouvrier lorsque, dans le mouvement syndical, notamment dans la CGT, on ne pouvait pas parler de l'oppression des femmes. Parler de la lutte féministe était alors considéré comme un élément de division. C'était faire diversion par rapport à l'exploitation, par rapport à la lutte contre le patronat et le gouvernement. Cette manière de penser a commencé à changer sous l'influence des militantes féministes et syndicalistes au cours des années soixante-dix. Mais ce soupçon continue à peser dans les têtes : quand une personne commence à parler de la situation concrète des femmes (personne n'est choqué lorsqu'on parle des hommes), ce serait introduire un élément de division. NON ! On ne fait que dévoiler tout simplement la réalité sociale de l'oppression des femmes et mettre à mal ce faux universalisme qui consiste à parler au neutre, et plutôt au masculin, alors qu'on parle de réalités qui sont sexuées.

La peur de l'enfermement : pour les femmes qui sont en situation d'avoir des responsabilités importantes sur le plan national dans un mouvement social, dans un mouvement de luttes, il y a la crainte, en parlant des inégalités entre hommes et femmes, d'être enfermées dans une catégorie « à part », celle des femmes, ; de ne plus pouvoir, dans ces conditions, être les porte-parole du mouvement dans son ensemble et de perdre ainsi leur légitimité de dirigeantes à part entière. C'est vrai pour les femmes, mais c'est vrai aussi en partie pour d'autres opprimés. On est toujours sommés de faire le choix entre notre identité en tant qu'être humain, notre identité soit-disant abstraite, générique, générale, et notre expérience de femmes, inscrites dans une histoire, dans un rapport d'oppression.

Ce qui a débuté le 25 novembre 1995 avec la manifestation nationale pour les droits des femmes s'est poursuivi avec les Assises pour les droits femmes de mars 1997, avec le Collectif unitaire

National pour les Droits des Femmes. Cette rencontre aujourd'hui, est aussi très importante. C'est la première fois depuis longtemps que, de manière intersyndicale (même si ce n'est que de manière partielle) et de l'intérieur même du mouvement syndical, des militantes et quelques militants réfléchissent sur la question du travail, dans une perspective féministe. Que deviendront les 35 heures ? Serviront-elles à créer des emplois ou à renforcer la flexibilité et la précarité ? Il n'y aura pas de baisse massive du temps de travail sans remise en cause du temps partiel contraint. Tout va donc dépendre très largement de la capacité des femmes, dans le mouvement syndical, d'agir ensemble, en lien avec d'autres femmes du mouvement social, pour contraindre gouvernement, patronat, mais aussi dirigeants syndicaux à prendre en considération la sur-représentation des femmes parmi les précaires, et les chômeurs. Un long chemin reste donc à parcourir.

Bibliographie :

Sous la direction de Jacqueline Heinen et Josette Trat : *Les Cahiers du GEDISST*, N° 18, dossier : « Hommes et femmes dans le mouvement social », éditions L'Harmattan.

P.-S.

* Paru sur Les Pénélopes : http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=5291

* Josette Trat est membre du GEDISST (Groupe d'étude de la division sexuelle et sociale du travail), Université de Paris VIII - 1998.

Notes

[1] Depuis cette date, la place centrale des filles dans le mouvement lycéen, sans invalider notre réflexion, doit nous conduire néanmoins à l'enrichir ...